

Ce vendredi 7 juin, nombreux sont les camarades à avoir répondu présent à l'appel des différents syndicats signataires, en solidarité avec le mouvement des travailleur.euse.s en Iran.

C'est devant le siège des Nations Unies à Genève (Suisse) qu'un parterre de banderoles, d'affiches et de posters venait recouvrir le sol gris de la place des Nations. On y lisait des slogans de lutte ainsi que des demandes de libération immédiate et inconditionnelle des prisonnier.es politiques en Iran. Les visages des camarades victimes de la répression scintillaient sous le soleil alors que l'Internationale résonnait pour introduire les prises de paroles.

Ainsi s'est diffusé un message unanime, unitaire et rempli d'espoir, par les syndicats français, suisses et suède mais aussi grâce aux camarades iranien.nes vivant désormais dans différents pays européens. Des représentant.e.s d'autres pays, venu.e.s pour la conférence annuelle de l'OIT se sont également arrêté.es pour prendre la parole. De l'Algérie au Sénégal en passant par le Canada, les luttes en Iran trouvent un écho dans toutes les régions du monde où la domination des entreprises capitalistes et des gouvernements autoritaires s'exerce.

Et puis, la chanson Nadidi II du rappeur Toomaj est venue rappeler que ce sont toutes les voix dissonantes et critiques de la société iranienne qui souffrent de ce pouvoir dictatorial, au-delà des travailleur.euse.s. On entendra également au cours de l'après-midi des messages enregistrés depuis l'Iran par des camarades syndicalistes engagé.e.s. C'est leur voix et leur message politique qui ont été exposés ce jour aux oreilles de l'institution censée garantir les droits des travailleur.euse.s du monde.

Or, une nouvelle fois, l'hypocrisie et la complicité des gouvernements mondiaux a permis la présence d'émissaires envoyés par le régime et décrits comme représentants des salarié.es. Mais la supercherie ne trompe personne. Aucun.e n'est dupe. Les véritables représentant.e.s indépendant.e.s des salarié.es en Iran subissent une répression sans précédent depuis des décennies jusque parfois au péril de leur vie.

La République Islamique ne respecte toujours pas les pactes internationaux qu'elle a signés en matière de droits civiques, économiques, politiques ou sociaux. Par ailleurs, elle ne remplit pas non plus ses obligations en tant qu'Etat membre de l'OIT concernant les libertés fondamentales des travailleur.euse.s. Pourtant, le régime a toujours sa place dans ces instances, avec l'aval des puissances occidentales, celles-là mêmes qui continuent à instrumentaliser les luttes et combats depuis l'assassinat de Jîna Mahsa Amini.

Ce 7 juin, les regards étaient également tournés vers Gaza, en soutien au peuple Palestinien, bien loin de l'instrumentalisation dont le régime iranien fait preuve.

Les luttes et les combats sont sans frontières, la solidarité est internationale.